



**FRANCE**

# L'exécutif contraint de faire bloc derrière un Jean-Michel Blanquer fragilisé

- Le ministre de l'Éducation nationale a exprimé mardi ses regrets sur la « symbolique » de ses vacances à Ibiza.
- Le gouvernement, qui espère clore très vite la polémique, s'est borné à rappeler qu'il n'avait enfreint aucune règle.

**POLITIQUE**

Isabelle Ficek

🐦 @IsabelleFicek

Ne pas tirer sur une ambulance, surtout avant un nouveau mouvement de grève dans les écoles ce jeudi, qui plus est quand le front syndical semble plus désuni que lors du mouvement massif du 13 janvier dernier. C'est la ligne qu'a adoptée le gouvernement face à la nouvelle polémique sur le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, provoquée par Mediapart lundi soir : le site a révélé que le ministre avait annoncé le protocole sanitaire dans les écoles depuis son lieu de vacances à Ibiza, en Espagne, à la veille de la rentrée scolaire.

Un lieu et un « timing » qui lui ont valu de nouveaux appels à la démission – issus notamment du PS ou du candidat écologiste Yannick Jadot – et une salve de critiques. Jean-Michel Blanquer était déjà dans la tempête depuis la rentrée en raison de la pagaille provoquée par les protocoles sanitaires à l'école et de sa communication sur le sujet.

**Exercice de contrition**

Dans un exercice de mea culpa plutôt rare chez lui, persiflent ses collègues du gouvernement, le ministre de l'Éducation nationale a tenté d'éteindre ce nouvel incendie. Interpellé à l'Assemblée nationale par la députée LR Virginie Duby-Muller, qui ne lui a pas reproché de prendre des vacances mais de ne pas avoir fait ses « devoirs de vacances », Jean-Michel Blanquer a reconnu et « regretté la symbolique » de son lieu

de villégiature. « J'aurais dû en choisir sans doute un autre, la symbolique je la regrette », a-t-il lancé.

Un mea culpa qu'il devait réitérer lors du 20 Heures de TF1 mardi soir. Le ministre a assuré que les décisions sur le protocole sanitaire n'auraient « pas été différentes depuis un autre lieu ». Il a défendu mordicus « la politique de l'école ouverte » – qui « est créditée à Emmanuel Macron », glisse un conseiller de l'exécutif. « C'est cela l'essentiel et ne nous perdons pas dans l'accessoire », a-t-il fait valoir.

Très embarrassé par cette nouvelle polémique à trois mois de la présidentielle, le gouvernement, lui, s'est borné à rappeler, comme l'ont fait sur les ondes son porte-parole, Gabriel Attal, et le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune, que Jean-Michel Blanquer n'avait pas enfreint les règles et était « à la tâche ». « Quand il y a de l'hystérie, on s'honore à ne pas répondre avec hystérie », appuie-t-on à Matignon. En réunion de groupe à l'Assemblée, le patron des députés LREM, Christophe Castaner, a appelé à « faire bloc » et à ne « pas flancher sur les polémiques microcosmiques ». « Les attaques sont ridicules. Il n'y a pas un seul candidat à la présidentielle qui ne s'est autorisé que trois jours de vacances en télétravail, surtout pour préparer son mariage », défend le président du groupe Modem à l'Assemblée, Patrick Mignola.

**Procès en déconnexion**

Bref, il s'agit de tenter de clore au plus vite la polémique et de ne pas voir enfler ou s'étendre les critiques

sur la gestion de la crise sanitaire, ni voir s'exacerber les procès en déconnexion. « Cet épisode n'est pas bon, cela fait bordel, désinvolture, déconnexion », s'inquiète un ministre. « Il n'est pas très doué, certes, mais on lui met beaucoup de choses sur le dos. Le problème récurrent dans cette crise, c'est le manque d'anticipation. Sa démission, qui plus est à trois mois de la présidentielle, n'y changerait rien », grince un conseiller ministériel.

L'Elysée va en tout cas scruter de très près le nouveau mouvement de grève prévu ce jeudi. Il donnera une indication des dégâts causés alors qu'on se félicitait plutôt, au sommet de l'État, de l'accueil réservé aux mesures annoncées par Jean-Michel Blanquer et négociées jeudi dernier avec les syndicats sous l'égide du Premier ministre Jean Castex. ■

**« Il n'est pas très doué, certes, mais on lui met beaucoup de choses sur le dos. Le problème récurrent dans cette crise, c'est le manque d'anticipation. »**

**UN CONSEILLER MINISTÉRIEL**



Les décisions sur le protocole sanitaire n'auraient « pas été différentes depuis un autre lieu », a assuré le ministre de l'Éducation. Photo Xose Bouzas/Hans Lucas via AFP